

CLINIQUE / HÔPITAL - Libre de choisir ?

Jean-Marc Nesme veut que les patients gardent le choix de se faire soigner dans le privé ou le public.



Pour Jean-Marc Nesme, président du conseil d'administration de l'hôpital, le patient doit pouvoir choisir entre soins privés et soins publics.

Hôpital-Clinique. Les politiques s'expriment sur ce dossier aux enjeux importants pour la région.

- **Pour un maintien du privé** : Jean-Marc Nesme, député-maire de Paray et président du CA de l'hôpital, revient sur les derniers événements qui ont poussé Vitalia à se retirer.
- **Vitalia** : Pour Jean-Marc Nesme, le dossier de Vitalia avait l'avantage de maintenir un pôle chirurgie fort à Paray.
- **Opposition** : Pour Sébastien Tixier, il faut cesser de vouloir sauver la clinique de La Roseaie.

Le personnel de l'hôpital vous reproche de soutenir la clinique. Et celui de la clinique de ne pas agir pour le sauver. Quelle est votre position ?

« Je ne prends parti pour personne et contre personne. Ma seule mission est de défendre l'intérêt général et notamment les patients. Ma position est complexe. Je suis député-maire et président du conseil d'administration de l'hôpital. Je prends donc des coups des deux côtés. Mais je suis le seul à pouvoir faire la synthèse. Et ce d'autant plus que je suis également président du syndicat mixte, qui pilote actuellement une démarche territoriale de santé en Pays Charolais-Brionnais. Mon rôle est d'être médiateur et de tenter de convaincre les uns et les autres. »



Pour Jean-Marc Nesme, un partenariat entre l'hôpital et la clinique s'impose. Photo Charles-Edouard Bride

Mais cette double fonction semble créer la confusion. La semaine dernière, vous avez eu une réunion avec les chirurgiens de l'hôpital. Le personnel s'est demandé en quelle qualité vous les aviez rencontrés puisqu'aucun autre membre du CA n'était invité ?

« Je n'ai pas à justifier mes rencontres. J'ai le droit de m'entretenir avec qui je veux. Et cette réunion a eu lieu à la demande de certains médecins pour parler de l'enjeu sanitaire du pôle de Paray. Les médecins ont finalement décidé de ne pas exercer pour la clinique et de réamorcer son activité. Ce qui a provoqué le retrait de Vitalia. Pourtant, leur projet était parfait. La présence d'autres établissements du groupe à proximité aurait créé une synergie. Vitalia aurait pu amener des chirurgiens, dont la spécialité n'est plus proposée ici. Malheureusement, cela ne s'est pas fait et Véolia s'est retiré devant l'hostilité de l'hôpital. J'ai eu le Dr Le Dorze au téléphone, voilà ce qu'il m'a dit : « Je ne viens pas à Paray pour faire la guerre, mais pour soigner des patients. » Cette guerre est fondée sur la défense d'intérêts particuliers et de postures idéologiques préhistoriques. Il est impératif que les différents acteurs deviennent raisonnables et qu'on arrête l'opposition public/privé. »

Mais, si les chirurgiens du public exercent leur activité libérale pour la clinique, l'hôpital perd des recettes. Il semble donc légitime que le personnel de l'hôpital s'inquiète et se demande pourquoi il ferait les frais d'une mauvaise gestion de la clinique.

« Je suis député-maire et je dois donc tout faire pour qu'une entreprise ne ferme pas entraînant le licenciement de plus de 82 personnes. Je n'ai aucun intérêt personnel ou financier dans cette affaire. Et je me bats également pour que les patients aient le choix d'une offre privée et public à Paray. »

Pour quelle raison la seule offre d'une chirurgie publique ne vous satisfait pas ?

« Le pôle santé de Paray repose sur deux pieds, la clinique et l'hôpital. Affaiblir l'un, c'est affaiblir l'autre. La survie de la chirurgie à Paray passe par la survie de la chirurgie à la clinique. Un partenariat public-privé s'impose. Nous avons des équipements, des médecins qualifiés, un personnel qualifié, alors arrêtons ce gâchis ! La concurrence est de plus en plus vive entre les territoires. Et si l'on ne dépasse pas cette guerre du privé et du public, les autres sites se partageront la dépouille de celui de Paray. Nous ne réglerons ce dossier qu'ensemble. Mais nous sommes arrivés à une situation tellement conflictuelle, que je ne sais pas ce qu'il va advenir dans les prochaines semaines. J'espère qu'un nouveau dossier avec un projet chirurgical sera déposé. Et je souhaite également que les différents acteurs ne se posent qu'une seule question : quel est l'intérêt général ? »

« La Chirurgie à Paray peut être uniquement publique »

« M. Nesme doit prendre ses responsabilités. La clinique est morte et M. Nesme entretient l'illusion, au près du personnel, qu'un sauvetage est possible » affirme Sébastien Tixier, conseiller municipal de l'opposition et infirmier anesthésiste à l'hôpital. « Il est campé sur une position dogmatique et il ne peut envisager que l'activité de santé sur le bassin Charolais-Brionnais soit uniquement publique. Or, à force d'avoir voulu absolument défendre le privé, on l'a fragilisé.

Maintenant, sur notre bassin, il n'y a pas assez d'activité pour deux. Mais, le personnel de l'hôpital s'est toujours inquiété du sort de leurs confrères, contrairement à ce qui a pu être dit ou interprété, et a toujours eu l'idée de préserver leurs emplois en les intégrant à l'hôpital. »

Concernant le retrait de Vitalia, le conseiller explique que ce groupe n'a jamais « rien proposé en terme d'offre de soins. » En revanche, le personnel aurait à plusieurs reprises sollicité M. Nesme, en tant que président du conseil d'administration, pour que l'hôpital dépose un dossier de reprise de la clinique. M. Nesme a confirmé avoir déjà réfléchi à cette possibilité. Mais, « cela coûterait deux millions d'euros à l'hôpital et l'ARS devrait donner son accord ». Pour le maire de Paray-le-Monial, « cette solution ne sera envisagée qu'en ultime recours. »

Propos recueillis par F.P. le JSL du 11/05/2010.